

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**PARIS RÉGION UP : AIDES PM'UP, TP'UP ET AUTRES DISPOSITIFS MOBILISÉS POUR LES
ENTREPRISES FRANCILIENNES - 5ÈME RAPPORT POUR 2025**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	9
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	16
Annexe 1 : Désignation des 16 bénéficiaires PM'up	17
Annexe 2 : Désignation des 12 bénéficiaires TP'up	20
Annexe 3 : Avenant n°1 Groupe D & P	23
Annexe 4 : Avenant n°1 Robocol	26
Annexe 5 : Fiches projets Aides d'urgence aux inondations d'octobre 2024	29
Annexe 6 : Avenant n°10 - FRG 2025	44
Annexe 7 : Règlement d'intervention Aide aux entrepreneuses pour la réduction des inégalités	48
Annexe 8 : Avenant au Bulletin de Souscription et à la Side Letter - FPCI Île-de-France	
Décarbonation	54

EXPOSÉ DES MOTIFS

La région Île-de-France s'est dotée d'une stratégie économique globale « Impact 2028 » avec l'ambition de défendre notamment notre souveraineté économique, la décarbonation de notre économie, la réduction des inégalités sociales et territoriales, la consolidation de notre position de leader dans les innovations stratégiques... Plus spécifiquement elle s'est fixée comme objectif « d'accompagner les transitions écologiques des TPE, PME et ETI ».

Pour répondre à ces enjeux, la Région a engagé un effort significatif en faveur des aides aux TPE-PME, au travers de la gamme «UP» (TP'up, PM'up, Innov'up).

Le présent rapport propose :

1. Attributions relatives aux aides PM'up et TP'up

1.1 Désignation de 16 nouveaux bénéficiaires PM'up

Le rapport prévoit de désigner 16 entreprises au titre de PM'up pour un montant total 2 760 000 €. À cette fin, il est proposé d'affecter une autorisation de programme d'un montant de 2 760 000 €.

1.2 Désignation de 12 nouveaux bénéficiaires TP'up

Le rapport prévoit de désigner 12 entreprises au titre de TP'up pour un montant total de 610 500 €. À cette fin, il est proposé d'affecter une autorisation de programme d'un montant 610 500 €.

Les listes détaillées des bénéficiaires PM'up et TP'up sont disponibles pour consultation au secrétariat général.

2. Adoption d'un avenant spécifique à la convention PM'up de la société Groupe D&P

Il est proposé d'adopter un avenant n°1 spécifique à la convention entre la Région et l'entreprise Groupe D&P, désignée lauréate PM'up par délibération CP 2024-202 du 30 mai 2024. L'avenant autorise l'entreprise Groupe D&P à reverser tout ou partie de la subvention à plusieurs de ses établissements franciliens. Cet avenant intervient sans impact budgétaire.

3. Adoption d'un avenant spécifique à la convention TP'up de la société Robocol

Il est proposé d'adopter un avenant n°1 spécifique à la convention entre la Région et l'entreprise Robocol, désignée lauréate TP'up, par délibération CP 2023-110 du 23 mars 2023. L'avenant concerne l'entreprise Robocol qui souhaite associer à son projet l'entreprise Cobot-one. Cet avenant intervient sans impact budgétaire.

4. Réaffectation de crédit PM'up

L'affectation des subventions PM'up est réalisée par "cohorte" du fait de la délégation de celle-ci à l'ASP. Ce mécanisme qui permet une grande souplesse et une grande réactivité en matière de paiement des entreprises présente toutefois un problème technique notamment en matière de gestion des dates de caducité. En effet, la caducité est gérée pour l'ensemble des PM'up de la cohorte. Le premier appel de fonds de l'ASP, lié au premier appel de fonds d'un dossier de la cohorte, déclenche le délai de 3 ans maximum pour appeler le solde. Ceci n'entrave pas le droit de

chaque bénéficiaire d'appeler sa subvention à son rythme, conformément à la convention signée. Par suite, afin d'honorer les sommes dues à l'ASP, nous sommes contraints de réaffecter les montants tombés en caducité. C'est pourquoi il convient de procéder à une régularisation comptable dans le traitement des demandes de paiement de l'ASP dans le cadre du dispositif PM'up. Il est ainsi proposé une réaffectation à hauteur de 845 995,28 €, correspondant aux reliquats des subventions :

- de la CP 2019-493 du 20 novembre 2019 (124 109,98 €),
- de la CP 2020-048 du 31 janvier 2020 (75 975,77 €),
- de la CP 2020-103 du 04 mars 2020 (132 195,17 €),
- de la CP 2021-120 du 01 avril 2021 (375 389,52 €),
- de la CP 2021-C23 du 24 septembre 2021 (119 770,80 €),
- et de la CP 2021-C26 du 19 novembre 2021 (18 554,04 €).

5. Désignation de 7 bénéficiaires de l'aide d'urgence aux entreprises touchées par les inondations d'octobre 2024

A la suite des inondations survenues en octobre 2024 dans les départements de l'Essonne, de Seine-et-Marne et des Yvelines, la Région a voté le 15 novembre 2024 un dispositif d'urgence à destination des entreprises ayant subi des dégâts matériels. L'objectif de cette aide est de permettre aux entreprises concernées de faire face aux premières dépenses et de reprendre au plus vite leur activité.

Le rapport prévoit de soutenir 7 entreprises pour un montant total de 24 000 €. À cette fin, il est proposé d'affecter une autorisation de programme d'un montant de 24 000 €.

6. Affectation de 3 000 000 € relative à la souscription de parts dans un fonds de capital investissement ciblant les structures dédiées à la santé des femmes (Femtech)

La Région Île-de-France s'est engagée, à travers sa stratégie Smart Santé 2023-2026, à faire de la santé des femmes un axe prioritaire d'innovation. Ce positionnement s'inscrit dans une réalité : la recherche médicale à longterm mis de côté les spécificités des femmes, conduisant à des diagnostics tardifs, des traitements moins efficaces et une méconnaissance des pathologies spécifiques comme l'endométriose.

La Femtech – contraction de « Female Technology » – émerge comme une réponse innovante à ces défaillances, en proposant des solutions technologiques, médicales et numériques dédiées à la santé et au bien-être des femmes. Le périmètre de la Femtech recouvre les pathologies ou moments de vie spécifiquement féminins (maternité, ménopause, endométriose, cancers gynécologiques) mais aussi les pathologies touchant plus majoritairement les femmes (maladies neurodégénératives, dépression) ou qui les touchent différemment (maladies cardio-vasculaires, autisme).

L'Île-de-France concentre la moitié des 140 start-ups Femtech françaises, dont la majorité sont fondées ou co-fondées par des femmes. Malgré un fort potentiel d'innovation et un impact sociétal majeur, ces entreprises franciliennes peinent à lever des fonds, en raison de la jeunesse du secteur, d'un manque d'intérêt des fonds traditionnels pour la santé des femmes. Ainsi, entre 2018 et 2023, le secteur a levé 4 milliards de dollars aux États-Unis, contre seulement 81 millions en France, plaçant cette dernière au 7e rang mondial, alors qu'elle est le 3e pays en nombre de start-ups Femtech. Même au niveau européen, les levées de fonds restent rares et de petite taille, ce qui freine l'émergence de rôles modèles inspirants, et n'incite pas les investisseurs à s'intéresser à ce secteur.

Pour combler ce déficit et positionner l'Île-de-France comme leader européen de l'innovation en santé féminine, il paraît pertinent d'accompagner la création du premier fonds d'investissement français entièrement dédié à la Femtech. Ce projet s'inscrit alors pleinement dans la Stratégie Impact 2028, qui vise notamment à renforcer les fonds propres des entreprises, et qui se traduit depuis 2023 par le déploiement de fonds d'investissement régionaux sur des secteurs prioritaires (Ile-de-France Réindustrialisation, Ile-de-France Décarbonation, InvESS Ile-de-France)

Pour ce faire, la Région a impulsé, via un appel à manifestation d'intérêt, une initiative privée en interrogeant les acteurs de l'investissement sur l'opportunité de créer un fonds de capital-risque dédié à la Femtech. Cette initiative a vocation à attirer d'autres souscripteurs publics et privés aux côtés de la Région pour constituer un outil d'une taille critique pour pallier au déficit de financement du secteur. Il est proposé que la Région puisse abonder ce fonds à hauteur de 3 000 000 € dans le présent rapport.

7. Adoption de l'avenant n°10 à la convention pluriannuelle entre la Région et Bpifrance relative au Fonds Régional de Garantie Île-de-France 2

Il est proposé d'adopter l'avenant n°10 à la convention pluriannuelle entre la Région et Bpifrance relative au Fonds Régional de Garantie (FRG).

Le Fonds Régional de Garantie permet de co-garantir, avec Bpifrance, des prêts accordés aux TPE et PME franciliennes. Son objectif est de faciliter l'accès au financement bancaire tout en réduisant le niveau de caution personnelle exigé des dirigeants par les établissements de crédit. Son champ d'intervention couvre principalement les opérations de création d'entreprise, mais également celles de développement, de transmission et de renforcement de la trésorerie. En 2024, près de 1100 entreprises ont bénéficié d'un accord sur la garantie régionale pour un montant total de prêts garantis de 617 millions d'euros. A la mi-année 2025, une augmentation du rythme est constatée avec plus de 600 entreprises bénéficiant d'un accord de garantie pour 383 millions d'euros de prêts, contre 579 entreprises et 331 millions d'euros de prêts à la mi-année 2024.

Cet avenant prévoit le réabondement du FRG 2 par un redéploiement de 484 649 euros issus du FRG 1, actuellement en extinction. Il prévoit également, pour la génération 2025, de relever le coefficient multiplicateur du volet général du fonds de 13 à 14. Ce relèvement accroît l'effet de levier de l'intervention régionale de 10%.

8. Entrepreneuriat

8.1 Animation et gestion de l'incubateur de la région Île-de-France, le Perqo

Par délibération en Conseil régional n°2022-033, la Région a voté la création d'un « Service public administratif d'incubation » dédié à l'innovation à impact social et environnemental, nommé Le Perqo et installé dans les locaux de la Région à Saint-Ouen.

En deux ans et demi, l'incubateur s'est imposé comme l'un des plus attractifs du paysage francilien. Il a accueilli 175 projets, avec une vitesse de croisière de 65 projets incubés simultanément, dont la moitié sont portés par des femmes. Les résultats sont tangibles : 11,7 millions d'euros de financements levés par les entreprises incubées, dont 7,9 millions d'euros de fonds privés et un taux de satisfaction globale de 9/10.

Le Perqo est maintenant rattaché au Pôle Entreprises et Emploi et pleinement intégré aux politiques économiques. Son pilotage est axé sur les transitions écologiques et sociales et s'est

centré sur les priorités régionales en matière de développement économique. L'accent a aussi été mis sur le renforcement des interactions des incubés avec les agents ainsi qu'une meilleure articulation avec les dispositifs de soutien à la création d'entreprises et à l'innovation.

Le marché d'animation du Perqo arrive à échéance en septembre 2026. Il est donc nécessaire de relancer une procédure de commande publique en début d'année 2026 pour la continuité du service.

Après une phase de lancement réussie, qui a permis au PERQO d'asseoir sa notoriété et de démontrer la qualité de son accompagnement, cette initiative entre désormais dans un régime de croisière propice à une priorisation des actions. Cette nouvelle étape vise à optimiser les ressources mobilisées, à renforcer les synergies avec la Région et ses partenaires et à élargir les champs d'intervention en intégrant des thématiques émergentes telles que les femtechs.

Dans ce cadre, il est proposé d'effectuer une première affectation de 650 000 €, pour lancer une procédure de commande publique, pour un marché d'une durée de 2 ans.

8.2 Aide financière aux entrepreneuses

Conformément au plan d'actions en faveur de l'entrepreneuriat des femmes adopté par délibération n° CP 2023-163 du 29 mars 2023, la Région a instauré une aide spécifique destinée aux entrepreneuses ayant un enfant à charge et engagées dans un parcours Entrepreneur#Leader ou incubées au PERQO, pour réduire les inégalités d'accès à l'entrepreneuriat. Près de 150 femmes ont ainsi pu bénéficier de ce dispositif.

Il est proposé de faire évoluer le règlement d'intervention de cette aide afin d'assurer une meilleure articulation avec le nouveau programme d'accompagnement à la création d'entreprise Pass Entrepreneur#Leader.

9. Approbation d'un avenant au bulletin de souscription de la Région au Fonds Île-de-France Décarbonation et à la side letter liée

En cohérence avec sa stratégie d'intervention en fonds propres, la Région a délibéré sur le soutien à un fonds d'investissement visant à l'émergence de futurs champions de l'innovation pour la transition écologique et la décarbonation.

Grâce à la mobilisation de sept souscripteurs publics et privés (BPI, SIGEIF, GRDF, EDF, et des établissements bancaires) aux côtés de la Région, le fonds a totalisé un engagement de près de 60 millions d'euros à son démarrage en novembre 2024.

Depuis son lancement, le fonds a investi dans deux entreprises : Dametis, spécialisée dans l'optimisation de l'efficacité énergétique et environnementale du secteur industriel (30 créations d'emplois attendues) ; et Elum Energy qui offre des solutions pour le contrôle et l'optimisation des centrales solaires et hybrides (75 créations d'emplois attendues).

Alors que le fonds a pour objectif d'atteindre une taille cible de 150 millions d'euros, deux investisseurs publics, le Fonds Européen d'Investissement (« FEI ») et la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Île-de-France souhaitent adhérer à l'initiative régionale en souscrivant respectivement 40 et 5 millions d'euros, portant la taille du fonds à 100 millions d'euros. Ces souscriptions sont conditionnées à une modification du bulletin de souscription et de la side letter sur le taux d'intervention publique maximal, actuellement de 50%, pour le porter à 70%.

L'ensemble des caractéristiques du fonds sont décrites dans le règlement du fonds, auquel chaque investisseur adhère, au même titre que la Région, en souscrivant au fonds. Par ailleurs, ce règlement est complété par une side letter, décrivant des modalités complémentaires propres à la participation régionale. La souscription du FEI va se traduire par des modifications mineures du règlement à la faveur de l'ensemble des souscripteurs. Ces deux documents sont disponibles pour consultation au secrétariat général du conseil régional.

Il est donc proposé d'approuver l'avenant au bulletin de souscription de la Région et à la side letter liée, actant ainsi le règlement modifié.

10. Abondement du dispositif chèque prévention

Opérationnel depuis avril 2023, le **chèque prévention a bénéficié à 60 entreprises pour une subvention moyenne de 5 823 €**. Le succès de ce dispositif est attesté par l'accélération du nombre de dossiers recevables avec 33 dossiers sur 10 mois en 2025 contre 26 en année pleine sur 2024. Le contexte de recrudescence du niveau des défaillances d'entreprises, et l'efficacité des procédures de prévention justifie de pérenniser le dispositif.

Suite à une erreur matérielle, il est proposé de désaffecter l'autorisation d'engagement d'un montant de 250 000 € sur l'opération directe D2500507 votée à la CP2025-245 du 25 septembre 2025 puis ré-abonder la subvention 23003003 de 250 000 € délibérée à la CP2023-114 du 25 mars 2023.

Pour permettre la réalisation des actions de ce rapport, il convient de procéder aux transferts suivants :

- Transfert d'autorisations de programme, prélevés sur les actions ci-après, représentant un cumul de 3 000 000 € en vue d'augmenter le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », programme HP61-001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 16100110 « Réindustrialisation et décarbonation » :
 - o 2 121 000 € prélevés sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 632 « « Industrie, commerce et artisanat », programme HP632-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 16300101 « Soutien à l'industrie, aux PME et aux ETI » ;
 - o 279 000 € prélevés sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 632 « « Industrie, commerce et artisanat », programme HP632-003 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art° », action 16300301 « Soutien à l'artisanat et aux TPE » ;
 - o 600 000 € prélevés sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », programme HP67-002 « Soutien à l'innovation », action 16700210 « Incubateurs et grands lieux d'innovation » ;
- Transfert de 14 000 € d'autorisations de programme, prélevés sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 632 « « Industrie, commerce et artisanat », programme HP632-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 16300101 « Soutien à l'industrie, aux PME et aux ETI » en vue d'augmenter le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », programme HP61-001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 16100106 « Aide à la relocalisation » ;
- Transfert d'autorisations d'engagement, prélevés sur les actions ci-après, représentant un cumul de 741 000 € en vue d'augmenter le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », programme HP67-002 « Soutien à l'innovation », action 16700206 « Appui à l'innovation, évaluation, études et promotion » :

- o 495 800 € prélevés sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », programme HP61-001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 16100107 « Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises » ;
- o 90 000 € prélevés sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 62 « Structure d'animation et de développement économique », programme HP62-001 « Choose Paris Région », action 16200102 « Choose Paris Région » ;
- o 3 000 € prélevés sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 633 « Développement touristique », programme HP633-006 « Fonds en faveur du tourisme », action 16300605 « Soutien aux organismes associé dans le domaine du tourisme » ;
- o 119 000 € prélevés sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 65 « Insertion économique et économie sociale et solidaire », programme HP65-001 « Economie sociale et solidaire », action 16500102 « Soutien à l'économie sociale et solidaire » ;
- o 33 200 € prélevés sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », programme HP67-004 « Soutien en matière de R&D », action 16700402 « Pôles de compétitivité » ;

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 20 NOVEMBRE 2025

PARIS RÉGION UP : AIDES PM'UP, TP'UP ET AUTRES DISPOSITIFS MOBILISÉS POUR LES ENTREPRISES FRANCILIENNES - 5ÈME RAPPORT POUR 2025

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne, notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au JOUE L187 du 26 juin 2014, tel que modifié par les règlements (UE) 2017/1084 du 14 juin 2017, (UE) 2020/972 du 2 juillet 2020, (UE) 2021/1237 du 23 juillet 2021, et (UE) 2023/1315 du 23 juin 2023 ;

VU le régime cadre exempté de notification N°SA.111728 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2024-2026, adopté sur la base du règlement (UE) n° 651/2014 publié au JOUE L187 du 26 juin 2014, tel que modifié par les règlements (UE) 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017, (UE) 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020, (UE) 2021/1237 du 23 juillet 2021 publié au JOUE L270 du 29 juillet 2021, et (UE) 2023/1315 du 23 juin 2023 publié au JOUE L167 du 30 juin 2023 ;

VU le régime cadre exempté de notification n° SA.111723 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2024-2026, adopté sur la base du règlement (UE) n°651/2014, publié au JOUE L187 du 26 juin 2014 et modifié par les règlements (UE) 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020, 2021/1237 du 23 juillet 2021 publié au JOUE du 29 juillet 2021 et 2023/1315 du 23 juin 2023 publié au JOUE du 30 juin 2023 et rectifié au JOUE du 31 août 2023 ;

VU le règlement (UE) 2023/2831 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 publié au JOUE L du 15 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU le règlement (UE) 2023/2832 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 publié au JOUE L du 15 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis octroyées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code monétaire et financier ;

VU le code de la commande publique ;

VU la loi n° 2010-1249 du 22 octobre 2010 de régulation bancaire et financière et notamment ses articles 60 à 64 ;

VU la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

VU la loi n°2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 ;

VU l'ordonnance n° 2005-722 du 29 juin 2005 modifiée relative à la Banque Publique d'Investissement, à la société anonyme Bpifrance et à sa filiale, la société anonyme Bpifrance Financement ;

VU le décret n° 2013-637 en date du 12 juillet 2013 approuvant les statuts de la société anonyme Bpifrance Financement et portant diverses dispositions relatives à son fonctionnement ;

VU la circulaire n° NOR INTB1531125J relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements, issue de l'application de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;

VU les lignes directrices relatives aux aides d'Etat visant à promouvoir les investissements en faveur du financement des risques (C(2021) 8712) ;

VU la délibération n° CR 56-00 des 13 et 14 décembre 2000 ligne 48 financement et développement de l'entreprise ; création d'un fonds de garantie régional ;

VU la délibération n° CP 11-046 du 27 janvier 2011 intitulée « favoriser l'accès au crédit des PME franciliennes fonds régionaux de garantie Oseo et SIAGI » ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens modifiée ;

VU la délibération n° CR 105-16 du 16 juin 2016 portant aides régionales aux entreprises : PM'up – Innov'up – TP'up – BACK'up ;

VU la délibération n° CR 110-16 du 16 juin 2016, relative au Fonds Régional de Garantie Ile-de-France 2 (FRG2) ;

VU la délibération n° CP 16-373 du 12 juillet 2016 relative au Fonds Régional de Garantie et au Prêt Croissance TPE – adoption des conventions entre la Région Île-de-France et Bpifrance et affectation de crédits pour 2016 ;

VU la délibération n° CP 16-596 du 16 novembre 2016 relative aux aides régionales aux entreprises PM'up – Innov'up – TP'up – Back'up ;

VU la délibération n° CP 2017-052 du 27 janvier 2017 Paris Région UP tome 1 mise en place et adaptation des aides INNOV'UP, PM'up et TP'up Attribution de subventions dans le cadre des dispositifs PM'up, TP'up et BACK UP ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2017-496 du 18 octobre 2017 Paris Région up attribution de subventions dans le cadre des dispositifs PM'up, TP'up et BACK'up, Innov'up Proto, augmentation du capital du Fonds Régional de Co-investissement d'Île-de-France et dotation au dispositif de prêts d'amorçage ;

VU la délibération n° CP 2019-334 du 18 septembre 2019 relative au Paris Région UP : subventions PM'up, TP'up, Innov'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes - 5^{ème} rapport pour 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-493 du mercredi 20 novembre 2019 relative à Paris Région up - aides PM'up, TP'up, Innov'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes - 7ème rapport pour 2019 ;

VU la délibération n° CP 2020-048 du 31 janvier 2020 Paris Région Up - Aides PM'up, TM'up et Innov'up mobilisées pour les entreprises franciliennes ;

VU la délibération n° CP 2020-103 du 4 mars 2020 relative au Paris Région UP : Aides PM'up, TP'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes – 2ème rapport pour 2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-C14 du 1^{er} juillet 2020 relative aux aides aux entreprises : PM'up covid-19, 2^{ème} rapport pour 2020 ;

VU la délibération n° CP 2021-120 du jeudi 1 avril 2021 relative à Paris Région up : aides PM'up, TP'up, Innov'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes, 2ème rapport pour 2021 ;

VU la délibération n° CR 2021-039 modifiée du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-048 du 21 juillet 2021 intitulée « Poursuivre la relance économique » ;

VU la délibération n° CP 2021-273 du 22 juillet 2021 relative au soutien des territoires en matière de développement économique ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-C23 du vendredi 24 septembre 2021 relative aux aides aux entreprises PM'up covid : appel à projet PM'up et TP'up relance 5ème rapport pour 2021 ;

VU la délibération n° CP 2021-C26 du vendredi 19 novembre 2021 relative aux aides aux entreprises PM'up covid-19 : appel à projets PM'up relance 6ème rapport pour 2021 ;

VU la délibération n° CR 2022-029 du 19 mai 2022 relative au Schéma Régional de Développement Economique et d'Innovation d'Ile-de-France 2022-2028 (SRDEII) ;

VU la délibération n°CR2022-033 du 19 mai 2022 relative à la Création d'un service public administratif d'incubation à la Région Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 2022-415 du 10 novembre 2022 relative au Paris Région UP : aides PM'up, TP'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes – 6^{ème} rapport pour 2022 ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-114 du 29 mars 2023, relative à la création du dispositif Chèque Prévention ;

VU la délibération n° CP 2023-142 du 29 mars 2023 adoptant la Charte Francilienne pour l'engagement citoyen des entreprises ;

VU la délibération n° CP 2023-163 du 30 mars 2023 relative au Plan d'actions en faveur de

l'entrepreneuriat des femmes ;

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1^{er} juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2^{ème} rapport pour 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-388 du 17 novembre 2023 relative au Paris Région UP : aides PM'up, TP'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes – 6^{ème} rapport pour 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-390 du 17 novembre 2023 relative à IMPACT 2028 : Déploiement de la stratégie fonds propres de la Région Ile-de-France ;

Vu la délibération n° CP 2023-408 du 17 novembre 2023 relative à l'Entrepreneuriat des femmes et numérique ;

VU la délibération n°CP 2024-109 du 28 mars 2024 relative à la Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME ;

VU la délibération n° CP 2024-202 du 30 mai 2024 relative au Paris Région UP : Aides PM'up, TP'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes – 3^{ème} rapport pour 2024 ;

VU la délibération n° CP 2024-238 du 27 septembre 2024 relative à la souscription de la Région au Fonds Île-de-France Décarbonation ;

VU la délibération n° CP 2024-341 du 15 novembre 2024 relative au Paris Région UP : Aides PM'up, TP'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes – 5^{ème} rapport pour 2024 ;

VU la délibération n° CP 2024-344 du 15 novembre 2024 portant diverses mesures pour la formation et l'emploi ;

VU la délibération n° CP 2025-009 du 30 janvier 2025 relative à la Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME ;

VU la délibération n° CP 2025-065 du 29 mars 2025 relative au Paris Région UP : Aides PM'up, TP'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes – 2^{ème} rapport pour 2025 ;

VU la délibération n° CP 2025-245 du 25 septembre 2025 relative au Paris Région UP : Aides PM'up, TP'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes – 4^{ème} rapport pour 2025 ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2025.

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2025-325 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Attributions relatives aux 16 aides PM'up.

Décide de participer, au titre du dispositif PM'up, au financement des 16 projets détaillés en

annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant cumulé de 2 760 000 €.

Subordonne le versement des subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type, adoptée par délibération n° CP 2024-202 du 30 mai 2024 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 2 760 000 € disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 632 « Industrie, commerce et artisanat », programme HP 632-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 16300101 « Soutien à l'industrie, aux PME et aux ETI » du budget 2025.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les annexes techniques et financières à la délibération, par dérogation à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 2 : Attributions relatives à 12 aides TP'up.

Décide de participer, au titre du dispositif TP'up, au financement de 12 projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subvention cumulé d'un montant de 610 500 €.

Subordonne le versement des subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type, adoptée par délibération n° CP 2024-202 du 30 mai 2024 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 610 500 € disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 632 « Industrie, commerce et artisanat », programme HP 632-003 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art », action 16300301 « Soutien à l'artisanat et aux TPE » du budget 2025.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans l'annexe technique et financière à la délibération, par dérogation à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 3 : Adoption d'un avenant spécifique PM'up de la société Groupe D&P

Approuve l'avenant n°1 à la convention n°2024-3-AUT-383747-A de l'entreprise GROUPE D&P approuvée par la délibération CP 2024-202 du 30mai 2024 tel qu'il figure en annexe 3 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 4 : Adoption d'un avenant spécifique TP'up de la société Robocol

Approuve l'avenant n°1 à la convention 00165793 de l'entreprise Robocol approuvée par la délibération n°CP 2023-110 du 23 mars 2023 tel qu'il figure en annexe 4 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 5 : Réaffectation de crédit PM'up

Affecte une autorisation de programme de 833 029,78 € pour le traitement des appels de fonds de l'Agence des Services et des Paiements, disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 632 « Industrie, commerce et artisanat », programme HP 632-001

« Soutien à l'industrie et aux autres services », action 16300101 « Soutien à l'industrie, aux PME et aux ETI » du budget 2025.

Affecte une autorisation de programme de 12 965,50 € pour le traitement des appels de fonds de l'Agence des Services et des Paiements, disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », programme HP 61-001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 16100106 « Aide à la relocalisation » du budget 2025.

Article 6 : Désignation de 7 bénéficiaires de l'aide d'urgence aux entreprises touchées par les inondations d'octobre 2024

Décide de participer, au titre de l'aide d'urgence aux entreprises touchées par les inondations d'octobre 2024, au financement de 7 entreprises détaillées en annexe 5 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant cumulé de 24 000 €.

Affecte une autorisation de programme de 24 000 € disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 632 « Industrie, commerce et artisanat », programme HP 632-003 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art », action 16300301 « Soutien à l'artisanat et aux TPE » du budget 2025.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées en annexe 5 à la présente délibération, par dérogation à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 7 : Souscription dans un fonds de capital investissement ciblant les structures dédiées à la santé des femmes (Femtech)

Décide de souscrire des parts dans un fonds de capital investissement ciblant les structures dédiées à la santé des femmes (Femtech). Décide d'une souscription et affecte un montant de 3 000 000 € en vue de choisir au dernier trimestre 2025 un fonds de capital investissement par voie d'appel à manifestation d'intérêt.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de 3 000 000 € disponible sur le chapitre 906 « Actions économiques », code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », programme HP61-001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 16100110 « Réindustrialisation et décarbonation » du budget 2025.

Article 8 : Adoption d'un avenant 10 à la convention relative au Fonds Régional de Garantie Île-de-France 2

Adopte l'avenant 10 de la convention pluriannuelle relative au Fonds Régional de Garantie Île-de-France 2, en annexe 6 à la présente délibération, prévoyant notamment de redéployer les disponibilités du Fonds Régional de Garantie 1 Île-de-France en extinction, au profit du Fonds Régional de Garantie Île-de-France 2 et autorise la présidente à le signer.

Cet avenant est sans incidence financière.

Article 9 : Animation et gestion de l'incubateur de la région Île-de-France, le Perqo

Décide de lancer une procédure de commande publique pour l'animation et la gestion du Perqo.

Affecte une autorisation d'engagement de 650 000 € disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », HP 67-002 « Incubateurs et grands projets d'innovation », action 16700206 « Appui à l'innovation, évaluation, études et promotion » du budget 2025.

Article 10 : Aide financière aux entrepreneuses du parcours Entrepreneur#Leader

Modifie le règlement d'intervention adopté par la délibération numéro CP 2023-408 relatif à « Aide financière aux entrepreneuses pour la réduction des inégalités » détaillé en annexe 7 à la présente délibération.

Article 11 : Approbation d'un avenant au bulletin de souscription de la Région au Fonds Île-de-France Décarbonation et à la side letter liée

Autorise la présidente à signer l'avenant au bulletin de souscription et à la side letter liée, figurant en annexe 8 à la présente délibération.

Cet avenant est sans incidence financière.

Article 12 : Abondement du dispositif Chèque Prévention à hauteur de 250 000 €

Décide de désaffecter la somme de 250 000 € attribuée dans le cadre de l'opération D2500507 votée à la CP 2025-245 du 25 septembre 2025 et prélevée 936 « action économique », code fonctionnel 632 « Industrie, commerce et artisanat », programme HP 632-005 « Industrie, commerce et artisanat », action 16300506 « Soutien à l'industrie, au commerce et à l'artisanat » du budget 2025.

Affecte une autorisation d'engagement de 250 000 € à l'Agence de Services et de Paiement pour la délégation d'instruction de l'aide chèque prévention, disponible sur le chapitre 936 « action économique », code fonctionnel 632 « Industrie, commerce et artisanat », programme HP 632-005 « Industrie, commerce et artisanat », action 16300506 « Soutien à l'industrie, au commerce et à l'artisanat » du budget 2025.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Désignation des 16 bénéficiaires PM'up

Désignation des 16 bénéficiaires PM'up

Raison sociale	Commune	Code Postal	ZRE	Filière/Domaine d'activité	Axes stratégiques	Montant de la subvention proposé au vote	Date de prise en compte des dépenses	Publication offre de stage
BEETOGREEN	Paris	75009		Autre	Axe dédié à la transition écologique et énergétique Structuration & rayonnement commercial à l'international Structuration interne	150 000 €	15/04/2025	3
BENONI DAVID FERMETURES	Champagne-sur-Seine	77430		Autre	Engagement transition écologique et énergétique Modernisation et structuration de la production	175 000 €	21/05/2025	3
BOYET	Mandres-les-Roses	94520		Autre	Déploiement de la stratégie de transition écologique et énergétique Accroissement des capacités de production Développement à l'international	250 000 €	04/07/2025	3
CHEVALIER	Argenteuil	95100		Autre	Transition écologique et énergétique de l'entreprise Accroissement des capacités de moulage Digitalisation de la production Développement à l'international	210 000 €	26/02/2025	3
CIRCULARPLACE	Paris 13E	75013		Numérique, industrie de la donnée et industries créatives	Axe dédié à la transition écologique et énergétique Structuration Interne, commerciale Développement à l'international	150 000 €	15/07/2025	3
FONDERIE ROGER	Egreville	77620	oui	Autre	Axe dédié à la transition écologique et énergétique de votre entreprise Accroissement des capacités de production Transformation numérique	200 000 €	30/04/2025	3
FULLSCALE	Les Ulis	91940		Aéronautique, spatial et défense , mobilité durable et intelligente (dont automobile)	Transition écologique de l'entreprise Développement à l'international Augmentation des capacités de production	130 000 €	04/06/2025	3
HGP PRESTIGE	Le Tremblay-sur-Mauldre	78490		Luxe et cosmétique	Transition écologique et énergétique Modernisation de l'outil industriel	180 000 €	09/07/2025	3
IMPRIMERIE EDGAR SA	Aubervilliers	93300	oui	Autre	Axe dédié à la transition écologique et énergétique Investissement dans l'outil productif	230 000 €	12/05/2025	3
LEDBOX	Saint Denis	93210		Numérique, industrie de la donnée et industries créatives	Axe dédié à la transition écologique Diversification nouveaux produits Optimisation de la chaîne de valeur - digitalisation Internationalisation	100 000 €	30/05/2025	2
LES ATELIERS MARINA	Villebon-sur-Yvette	91140		Autre	Décarbonation de la production Modernisation de l'outil de production Internalisation d'une partie de la chaîne de valeur Structuration de l'entreprise	185 000 €	04/09/2025	3
LES NICETTES	Buc	78530		Agriculture, agro-alimentaire et nutrition	Transition écologique et énergétique Accroissement des capacités de production Structuration digitale, commerciale et numérique	115 000 €	05/08/2025	3

Raison sociale	Commune	Code Postal	ZRE	Filière/Domaine d'activité	Axes stratégiques	Montant de la subvention proposé au vote	Date de prise en compte des dépenses	Publication offre de stage
PESCIA MENUISERIE ET BATIMENT	Villenoy	77124	oui	Autre	Engagement transition écologique et énergétique et démarche RSE Développement des capacités de production Structuration de l'entreprise Digitalisation et optimisation des processus	215 000 €	07/03/2025	3
ROBARDEY	Chelles	77500	oui	Aéronautique, spatial et défense , mobilité durable et intelligente (dont automobile)	Renforcement des engagements environnementaux Modernisation de la production Augmentation des capacités de production	200 000 €	07/05/2025	3
TRENDS OF FRIENDS PARIS	Paris, 2ème	75002		Autre	Axe dédié à la transition écologique et énergétique. Augmentation des capacités de production pour proposer de nouvelles gammes et marques d'articles (exemple denim). Développement commercial, notamment à l'international.	120 000 €	27/06/2025	3
VIRTUALBROWSER	Paris, 8ème	75008		Numérique, industrie de la donnée et industries créatives	Réduction de l'impact environnemental de la solution. Structuration et développement commercial en France. Déploiement de l'offre en Europe, avec un focus sur l'Allemagne, la Suisse et la Belgique.	150 000 €	19/05/2025	3

Annexe 2 : Désignation des 12 bénéficiaires TP'up

Désignation des 12 bénéficiaires TP'up

Raison sociale	Commune	Code postal	ZRE	Filière/Domaine d'activité	Activité de l'entreprise	Montant de la subvention proposé au vote	Date de prise en compte des dépenses	Publication offre de stage
ANYA	93160	NOISY LE GRAND	FAUX	Agriculture, agro-alimentaire et nutrition	Amélioration de la prise en compte des enjeux de transition écologique et énergétique de l'entreprise Développement à l'international en Europe et Moyen-Orient Internalisation de la production et maîtrise de la chaîne de valeur Communication Accompagnement de la croissance	50 000 €	19/05/2025	2
ATELIER MONIER	75020	PARIS	FAUX	Autre	Transition écologique et énergétique Accroissement des capacités de production	50 000 €	02/07/2025	2
ATELIER MURANÉSE EMMA GROULT	78470	SAINT REMY LES CHEVREUSE	FAUX	Autre	Transition écologique Développement à l'international Augmentation des capacités de production Conseil en organisation	40 000 €	19/06/2025	2
BEANS OF ANARCHY	75012	PARIS	FAUX	Agriculture, agro-alimentaire et nutrition	Transition écologique et énergétique Accroissement des capacités de production Développement international	55 000 €	26/09/2025	2
ELLN	95323	JOUY LE MOUTIER	FAUX	Autre	Engagement environnemental et RSE Modernisation de la production et digitalisation des process Structuration commerciale et développement de plusieurs offres sur mesure Déploiement à l'international	48 000 €	22/05/2025	2
FROMAVILLE	93400	SAINT- OUEN-SUR-SEINE	FAUX	Autre	Réduction de l'emprunte carbone Augmentation des capacités de production Structurer et accélérer la croissance de l'entreprise.	55 000 €	08/09/2025	2
LA DISTILLERIE DU LOING	77167	CHATENOY	VRAI	Agriculture, agro-alimentaire et nutrition	Modernisation de l'outil de production Développement international Accélération commerciale	25 000 €	30/04/2025	2
LPS PRODUCTIONS	95270	ASNIERES-SUR-OISE	VRAI	Autre	Transition écologique et énergétique Renforcement des capacités de production Augmentation de l'image de marque et crédibilité Développement International	82 500 €	16/07/2025	2
MONSIEUR BAO	93210	LA COURNEUVE	FAUX	Agriculture, agro-alimentaire et nutrition	Transition écologique et énergétique Internalisation de la production Transition numérique Développement international	55 000 €	29/07/2025	2
RUPTURE BREWING COMPANY	94100	SAINT-MAUR-DES-FOSSE	FAUX	Agriculture, agro-alimentaire et nutrition	Engagement transition écologique Structuration industrielle d'un site de production francilien Amélioration du conditionnement	50 000 €	07/08/2025	2

Raison sociale	Commune	Code postal	ZRE	Filière/Domaine d'activité	Activité de l'entreprise	Montant de la subvention proposé au vote	Date de prise en compte des dépenses	Publication offre de stage
SARL ESNAULT ASTORRI	91470	PECQUEUSE	FAUX	Agriculture, agro-alimentaire et nutrition	Transition écologique et énergétique Augmentation des capacités de production Développement à l'international	50 000 €	18/08/2025	2
WOLVERINE ET ASSOCIES	75002	PARIS	FAUX	Autre	Renforcement RSE Diversification vers de nouveaux marché de 2nde main Développement international	50 000 €	03/02/2025	2

Annexe 3 : Avenant n°1 Groupe D & P

Avenant n°1
à la convention n° 2024-3-AUT-383747-A
approuvée par la délibération CP 2024-202 du 30 mai 2024
attribuant la subvention PM'up

Entre

la REGION ILE DE FRANCE

2, rue Simone Veil
93400 SAINT OUEN

Dûment représenté par sa présidente Madame Valérie PECRESSE en vertu de la délibération CP 2025-325 du 20 novembre 2025 ;

et

GROUPE D&P

26, rue du Chemin Vert
78610 LE PERRY-EN-YVELINES

Représenté par la personne de Monsieur Edouard GERIGNE, son représentant légal en tant que Président directeur général, dûment habilité.

Après avoir rappelé :

La subvention a été attribuée conformément aux règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et dans le respect du RI du dispositif PM'up votée en n° CR 105-16 du 16 juin 2016 relatif aux aides régionales aux entreprises PM'up - Innov'up - TP'up - Back'up et modifié par CP n° 2025-245 du 25 septembre 2025.

Par délibération CP 2024-202 du 30 mai 2024, la commission permanente a attribué une subvention à la société SAG pour un montant de 325 000 € dans le cadre de son projet PM'up.

La convention ne précisait pas que ce projet était porté conjointement par les entreprises groupe D & P et ses filiales Planet Graphic, D&P Décoration Installation Agencement et D&P Architecture de communication.

L'entreprise Groupe D&P est désignée comme mandataire du projet PM'up. Le mandataire percevra de l'Agence de Services et de Paiement l'intégralité de la subvention attribuée, à charge pour lui de reverser aux autres bénéficiaires la quote-part de subvention due au regard des dépenses engagées.

A ce jour, le total des versements de subvention effectués est de **87 410,43 €**.

Cet avenant prend effet à compter de sa notification.

Il est convenu de ce qui suit :

Article 1 : Autorisation de reversement de la subvention régionale

La Région autorise l'entreprise Groupe D&P à reverser tout ou partie de la subvention à Planet Graphic (SIREN 424 410°058), D&P Décoration Installation Agencement (SIREN 432°178°218) et D&P Architecture de communication (SIREN 411 107°303).

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées et applicables aux parties.

Signature des parties

A....., le

Représentant légal de Groupe D & P

A Saint-Ouen-sur-Seine, le

Pour la Présidente du Conseil régional,

Annexe 4 : Avenant n°1 Robocol

Avenant n°1
à la convention n° 00165793
approuvée par la délibération CP 2023-110 du 23 mars 2023
attribuant la subvention TP'up

Entre

la REGION ILE DE FRANCE

2, rue Simone Veil
93400 SAINT OUEN

Dûment représenté par sa présidente Madame Valérie PECRESSE en vertu de la délibération CP 2025-325 du 20 novembre 2025 ;

et

ROBOCOL

1 rue Panhard et Levassor
78570 CHANTELOUP LES VIGNES

Représenté par la personne de Monsieur Jean-Baptiste TUR, son représentant légal en tant que Gérant, dûment habilité.

Après avoir rappelé :

La subvention a été attribuée conformément aux règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et dans le respect du RI du dispositif TP'up votée en n° CR 105-16 du 16 juin 2016 relatif aux aides régionales aux entreprises PM'up - Innov'up - TP'up - Back'up et modifié par CP 2023-340 du 21 septembre 2023

Par délibération CP 2023-110 du 23 mars 2023 , la commission permanente a attribué une subvention à la société ROBOCOL pour un montant de 82 500 € dans le cadre de son projet TP'up.

Suite à une réorganisation des activités de l'entreprise, la société ROBOCOL souhaite que le projet soit porté conjointement par les entreprises ROBOCOL et COBOT-ONE.

L'entreprise ROBOCOL est désignée comme mandataire du projet TP'up. Le mandataire percevra de l'Agence de Services et de Paiement l'intégralité de la subvention attribuée, à charge pour lui de reverser aux autres bénéficiaires la quote-part de subvention due au regard des dépenses engagées.

A ce jour, le total des versements de subvention effectués est de **8 125 €**.

Cet avenant prend effet à compter de sa notification.

Il est convenu de ce qui suit :

Article 1 : Autorisation de reversement de la subvention régionale

La Région autorise l'entreprise ROBOCOL à reverser tout ou partie de la subvention à COBOT-ONE (SIREN 981 864 812)

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées et applicables aux parties.

Signature des parties

A....., le

Représentant légal de ROBOCOL

A Saint-Ouen-sur-Seine, le

Pour la Présidente du Conseil régional,

Annexe 5 : Fiches projets Aides d'urgence aux inondations d'octobre 2024

DOSSIER N° EX097525 - Aide d'urgence aux entreprises touchées par les inondations d'octobre 2024 - BERTRAND DELESALLE DELMAS

Dispositif : Aide d'urgence aux entreprises (n° 00001361)

Délibération Cadre : CP2024-341 du 15/11/2024

Imputation budgétaire : 906-632-20421-163003-400

Action : 16300301- Soutien à l'artisanat et aux TPE

PAR APPLICATION DU BAREME

**MONTANT DE LA
SUBVENTION MAXIMUM
5 000,00 €**

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BERTRAND DELESALLE DELMAS

Adresse administrative : 26B RUE DU GENERAL LECLERC
77580 CRECY LA CHAPELLE

Statut Juridique : Entrepreneur individuel

Représentant : Monsieur Bertrand DELESALLE DELMAS

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 octobre 2024 - 9 octobre 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les pluies diluviennes du 9-10-11 octobre 2024 ont causé des inondations en Essonne, en Seine-et-Marne et dans les Yvelines. Les entreprises qui ont été touchées ont subi des dégâts majeurs et se sont retrouvées en grande difficulté. La Région a mis en place une aide forfaitaire de 1 000 € à 5 000 € pour venir en aide à ces acteurs essentiels du tissu économique local.

Description :

Activité : pédicure podologue.

Nature du sinistre : rez-de-chaussée du local commercial inondé par 40 à 60 cm d'eau, dommages sur le contenu et le matériel professionnel.

Localisation géographique :

- CC PAYS CRECOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dégâts matériels	5 000,00	100,00 %
Total	5 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	5 000,00	100,00 %
Total	5 000,00	100,00 %

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à :
Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX098088 - Aide d'urgence aux entreprises touchées par les inondations d'octobre 2024 - OPTIQUE SURDITE DU MORIN

Dispositif : Aide d'urgence aux entreprises (n° 00001361)

Délibération Cadre : CP2024-341 du 15/11/2024

Imputation budgétaire : 906-632-20421-163003-400

Action : 16300301- Soutien à l'artisanat et aux TPE

PAR APPLICATION DU BAREME

**MONTANT DE LA
SUBVENTION MAXIMUM
2 000,00 €**

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPTIQUE SURDITE DU MORIN LISSAC

Adresse administrative : 6 RUE DE LA PECHERIE
77120 COULOMMIERS

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Monsieur TEDDY MALLAMACI, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 octobre 2024 - 9 octobre 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les pluies diluviennes du 9-10-11 octobre 2024 ont causé des inondations en Essonne, en Seine-et-Marne et dans les Yvelines. Les entreprises qui ont été touchées ont subi des dégâts majeurs et se sont retrouvées en grande difficulté. La Région a mis en place une aide forfaitaire de 1 000 € à 5 000 € pour venir en aide à ces acteurs essentiels du tissu économique local.

Description :

Activité : opticien.

Nature du sinistre : inondations sur la partie inférieure du magasin, qui comprend un espace de vente et un atelier de fabrication.

Localisation géographique :

- (EX77) CC PAYS DE COULOMMIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dégâts matériels	2 000,00	100,00 %
Total	2 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	2 000,00	100,00 %
Total	2 000,00	100,00 %

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à :
Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX098089 - Aide d'urgence aux entreprises touchées par les inondations d'octobre 2024 - CHLOE

Dispositif : Aide d'urgence aux entreprises (n° 00001361)

Délibération Cadre : CP2024-341 du 15/11/2024

Imputation budgétaire : 906-632-20421-163003-400

Action : 16300301- Soutien à l'artisanat et aux TPE

PAR APPLICATION DU BAREME

**MONTANT DE LA
SUBVENTION MAXIMUM
2 000,00 €**

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHLOE

Adresse administrative : 4 RUE DU MARCHE
77580 CRECY LA CHAPELLE

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Madame FREDERIQUE DUCHEMIN, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 octobre 2024 - 9 octobre 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les pluies diluviennes du 9-10-11 octobre 2024 ont causé des inondations en Essonne, en Seine-et-Marne et dans les Yvelines. Les entreprises qui ont été touchées ont subi des dégâts majeurs et se sont retrouvées en grande difficulté. La Région a mis en place une aide forfaitaire de 1 000 € à 5 000 € pour venir en aide à ces acteurs essentiels du tissu économique local.

Description :

Activité : commerce de vêtements pour enfants.

Nature du sinistre : inondation de 75 cm d'eau dans toute la surface du magasin.

Localisation géographique :

- CC PAYS CRECOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dégâts matériels	2 000,00	100,00 %
Total	2 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	2 000,00	100,00 %
Total	2 000,00	100,00 %

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à :
Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX098090 - Aide d'urgence aux entreprises touchées par les inondations d'octobre 2024 - GK INVESTISSEMENT

Dispositif : Aide d'urgence aux entreprises (n° 00001361)

Délibération Cadre : CP2024-341 du 15/11/2024

Imputation budgétaire : 906-632-20421-163003-400

Action : 16300301- Soutien à l'artisanat et aux TPE

PAR APPLICATION DU BAREME

**MONTANT DE LA
SUBVENTION MAXIMUM
4 000,00 €**

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GK INVESTISSEMENT

Adresse administrative : 79 RUE PDT FRANCOIS MITTERRAND
91160 LONGJUMEAU

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur Lionel MOIOLI, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 octobre 2024 - 9 octobre 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les pluies diluviennes du 9-10-11 octobre 2024 ont causé des inondations en Essonne, en Seine-et-Marne et dans les Yvelines. Les entreprises qui ont été touchées ont subi des dégâts majeurs et se sont retrouvées en grande difficulté. La Région a mis en place une aide forfaitaire de 1 000 € à 5 000 € pour venir en aide à ces acteurs essentiels du tissu économique local.

Description :

Activité : agence immobilière.

Nature du sinistre : locaux professionnels inondés par 40 cm d'eau et sous-sol inondé sur 2m de hauteur, dommages sur le bâtiment et le contenu professionnel.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dégâts matériels	4 000,00	100,00 %
Total	4 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	4 000,00	100,00 %
Total	4 000,00	100,00 %

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à :
Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX098101 - Aide d'urgence aux entreprises touchées par les inondations d'octobre 2024 - ROYAL DE CRECY

Dispositif : Aide d'urgence aux entreprises (n° 00001361)

Délibération Cadre : CP2024-341 du 15/11/2024

Imputation budgétaire : 906-632-20421-163003-400

Action : 16300301- Soutien à l'artisanat et aux TPE

PAR APPLICATION DU BAREME

**MONTANT DE LA
SUBVENTION MAXIMUM
4 000,00 €**

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ROYAL DE CRECY

Adresse administrative : 3 RUE DU MARCHE
77580 CRECY LA CHAPELLE

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Monsieur YOUSHUANG LU, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 octobre 2024 - 9 octobre 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les pluies diluviennes du 9-10-11 octobre 2024 ont causé des inondations en Essonne, en Seine-et-Marne et dans les Yvelines. Les entreprises qui ont été touchées ont subi des dégâts majeurs et se sont retrouvées en grande difficulté. La Région a mis en place une aide forfaitaire de 1 000 € à 5 000 € pour venir en aide à ces acteurs essentiels du tissu économique local.

Description :

Activité : restauration rapide.

Nature du sinistre : l'ensemble du rez-de-chaussée a été inondé causant d'importants dommages aux agencements, sur le matériel et le mobilier.

Localisation géographique :

- CC PAYS CRECOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dégâts matériels	4 000,00	100,00 %
Total	4 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	4 000,00	100,00 %
Total	4 000,00	100,00 %

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à :
Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX098126 - Aide d'urgence aux entreprises touchées par les inondations d'octobre 2024 - 4 PIZZAS

Dispositif : Aide d'urgence aux entreprises (n° 00001361)

Délibération Cadre : CP2024-341 du 15/11/2024

Imputation budgétaire : 906-632-20421-163003-400

Action : 16300301- Soutien à l'artisanat et aux TPE

PAR APPLICATION DU BAREME

**MONTANT DE LA
SUBVENTION MAXIMUM
5 000,00 €**

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 4 PIZZAS

Adresse administrative : 13 PLACE DU MARCHE
77580 CRECY LA CHAPELLE

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Monsieur JEAN-MICHEL CHAUVET, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 octobre 2024 - 9 octobre 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les pluies diluviennes du 9-10-11 octobre 2024 ont causé des inondations en Essonne, en Seine-et-Marne et dans les Yvelines. Les entreprises qui ont été touchées ont subi des dégâts majeurs et se sont retrouvées en grande difficulté. La Région a mis en place une aide forfaitaire de 1 000 € à 5 000 € pour venir en aide à ces acteurs essentiels du tissu économique local.

Description :

Activité : restauration.

Nature du sinistre : inondation du restaurant sous un mètre d'eau, causant la perte de l'ensemble du mobilier et de l'agencement.

Localisation géographique :

- CC OREE DE LA BRIE (77-SEINE ET MARNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dégâts matériels	5 000,00	100,00 %
Total	5 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	5 000,00	100,00 %
Total	5 000,00	100,00 %

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à :
Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX098130 - Aide d'urgence aux entreprises touchées par les inondations d'octobre 2024 - ORJERISSE

Dispositif : Aide d'urgence aux entreprises (n° 00001361)

Délibération Cadre : CP2024-341 du 15/11/2024

Imputation budgétaire : 906-632-20421-163003-400

Action : 16300301- Soutien à l'artisanat et aux TPE

PAR APPLICATION DU BAREME

**MONTANT DE LA
SUBVENTION MAXIMUM
2 000,00 €**

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ORJERISSE

Adresse administrative : 11 RUE DU MARCHE
77580 CRECY LA CHAPELLE

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Madame CLARISSE MISTAL, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 octobre 2024 - 9 octobre 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les pluies diluviennes du 9-10-11 octobre 2024 ont causé des inondations en Essonne, en Seine-et-Marne et dans les Yvelines. Les entreprises qui ont été touchées ont subi des dégâts majeurs et se sont retrouvées en grande difficulté. La Région a mis en place une aide forfaitaire de 1 000 € à 5 000 € pour venir en aide à ces acteurs essentiels du tissu économique local.

Description :

Activité : commerce de détail en bijouterie/horlogerie.

Nature du sinistre : Dommages sur le mobilier, le matériel et les agencements.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dégâts matériels	2 000,00	100,00 %
Total	2 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	2 000,00	100,00 %
Total	2 000,00	100,00 %

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à :
Aides de minimis entreprise

Annexe 6 : Avenant n°10 - FRG 2025

Avenant N°10 à la CONVENTION relative au Fonds Régional de Garantie ILE DE FRANCE 2
--

ENTRE :

La Région ILE DE FRANCE, représentée par Madame la Présidente du Conseil Régional, Valérie PECRESSE, habilitée à cet effet par une délibération du Conseil régional en date du CP 2025-325 du 20 novembre 2025.

Ci-après dénommée « La REGION »

d'une part

ET

Bpifrance Régions, société anonyme au capital de 4.800.000 €, identifiée sous le numéro 319.997.466, RCS Créteil, dont le siège social est à Maisons-Alfort 94710, 27/31, avenue du Général Leclerc, représentée par Monsieur Arnaud CAUDOUX, agissant en qualité de Directeur Général,

d'autre part.

Vu la convention relative au Fonds Régional de Garantie ILE DE FRANCE extinctif en date du 21 février 2011 et ses avenants successifs.

Vu la convention relative au Fonds Régional de Garantie ILE DE FRANCE 2 du 22 octobre 2015 et ses avenants N°1 à 9.

PREAMBULE

Le présent avenant a pour objet de réabonder le Fonds Régional de Garantie via les reliquats disponibles constatés au 31/12/2024 issus du FRG 1 extinctif.

Les termes de la convention du 22 octobre 2015 sont donc modifiés de la manière suivante :

ARTICLE 1 - Modification des dispositions de l'article 1.1 de la convention

1.1 Dotation du Fonds Régional de Garantie Ile-de-France 2

Au titre du présent avenant, le Fonds Régional de Garantie Ile-de-France 2 est doté de la somme totale de **484 649 euros** issus des redéploiements des volets « Prêts d'Amorçage » et « FRG FEDER 2000/2006 » du FRG 1 extinctif constatés à l'arrêté des comptes du 31 décembre 2024.

La dotation totale de **484 649 euros** fait l'objet d'une répartition entre chacun des volets dans les conditions prévues à l'Annexe Financière N°5 du présent avenant et intitulée « Annexe financière de l'avenant N°10 ».

ARTICLE 2 - Modification du coefficient multiplicateur de l'Annexe N°1 de la convention

Le coefficient multiplicateur du Volet « général » du Fonds Régional de Garantie Ile-de-France 2 est fixé à 14 pour la génération 2025.

ARTICLE 3 - Entrée en vigueur et Novation

Le présent avenant entre en vigueur à sa signature pour une durée d'un an et prorogeable par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une des parties par lettre recommandée avec un préavis de trois mois.

Les autres dispositions de la convention du 22 octobre 2015 et de ses avenants N°1 à 9 non modifiées par le présent avenant restent inchangées.

Fait à [...], le
En deux exemplaires originaux.

**Pour la Région,
Régions,
La Présidente du Conseil Régional
Général
Valérie PECRESSE**

**Pour Bpifrance
Le Directeur
Arnaud CAUDOUX**

**Annexe N°1 de l'avenant N°10 à la convention du FRG
Île-de-France 2**

Financement 2025 FRG 2 Ile-de-France			
Volets	Dotation FRG 2	Transferts issus du FRG 1 extinctif au 31/12/2024	Total
Volet Général	0	484 649	484 649
Volet spécifique Prêts d'Amorçage	0	0	0
Volet Prêts Back Up	0	0	0
Volet Rebond	0	0	0
Total	0	484 649	484 649
Commission d'assurance	0		

Annexe 7 : Règlement d'intervention Aide aux entrepreneuses pour la réduction des inégalités

Aide aux entrepreneuses pour la réduction des inégalités

BASES TEXTUELLES

Directive européenne 2006/54/CE relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière d'emploi et de travail

Loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes

Article L4221-1 et L4251-13 du CGCT

Articles L. 1111-4, L. 1511-2 et L1611-7 I et II du CGCT

Le contrat de plan Etat-Région 2021-2027 approuvée par délibération n° CR 2022-046 qui intègre un volet dédié à l'égalité Femmes-Hommes afin d'agir plus fortement et de manière plus coordonnée sur la mixité des filières, l'entrepreneuriat, l'éducation à l'égalité et la lutte contre les violences faites aux femmes

La délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018 modifiée « Région Île-de-France, Région Solidaire »

La délibération n° CP 2023-163 du 29 mars 2023 relative au plan d'actions en faveur de l'entrepreneuriat des femmes

CONTEXTE ET OBJECTIFS DU DISPOSITIF

Après une phase d'accélération de l'entrepreneuriat des femmes au cours des années 2000, les derniers chiffres disponibles font état à l'échelle nationale comme à l'échelle francilienne d'un taux d'entrepreneurs femmes de l'ordre de 40%, soit un taux similaire qu'en 2010.

Le dernier baromètre de l'entrepreneuriat au féminin publié par l'Infogreffe fait toujours valoir, sur l'année 2022, une part minoritaire en France de créations d'entreprises par des femmes. Ainsi, un peu plus d'un tiers des dirigeants ayant immatriculé leur entreprise en 2022 sont des femmes : 33,5% contre 61,3 % pour les hommes. Les femmes sont toujours moins nombreuses que les hommes à diriger de manière exclusive leur entreprises : 21, 6 % des femmes pour 61,3 % pour les hommes.

En Ile-de-France, on évalue à hauteur de 30% le taux de création d'entreprises par des femmes. Selon une enquête de l'INSEE de décembre 2021¹, seules 25% des entreprises « classiques » franciliennes, c'est-à-dire sous forme de société, sont créées par des femmes (contre 28 % en France) alors que ces

¹ Analyses IDF, *Créations d'entreprises en Île-de-France : les femmes majoritaires dans un seul secteur d'activité*, INSEE, n°148, Décembre 2021

dernières occupent près de la moitié des emplois salariés. Il s'agit du taux de féminisation le plus faible de toutes les régions de France.

Les freins à l'entrepreneuriat des femmes restent nombreux parmi lesquels la difficile conciliation entre la vie professionnelle et la vie familiale.

Ainsi, selon l'INSEE², à l'arrivée des enfants, pour concilier vie privée et vie professionnelle, les femmes sont toujours plus nombreuses que les hommes à interrompre leur activité ou à réduire leur temps de travail : en 2020, celles qui travaillent sont trois fois plus souvent à temps partiel que les hommes. Le passage à temps partiel ou le retrait temporaire du marché du travail apparaissent pour certaines femmes comme une solution pour mieux concilier vie familiale et vie professionnelle. En effet, le travail domestique (tâches ménagères : préparation des repas, courses d'alimentation, lessive) et le temps consacré aux enfants restent inégalement répartis entre les femmes et les hommes, même si entre le milieu des années 1980 et 2010, les inégalités se sont réduites.

En 2010, les femmes consacraient encore aux enfants un temps équivalent à plus du double de celui des hommes. En 2016, selon l'enquête *Conditions de travail et risques psychosociaux*, parmi les personnes en emploi vivant avec au moins un enfant mineur dans le ménage, 73 % des femmes déclarent faire plus de 7 heures de tâches ménagères par semaine, contre 31 % des hommes. À temps partiel, cette part monte à 85 % pour les femmes quand au moins un enfant a moins de 3 ans et à 79 % avec des enfants plus âgés.

Lors du premier confinement mis en place au printemps 2020 pour lutter contre l'épidémie de Covid-19, les femmes ont continué d'assumer l'essentiel des tâches domestiques et parentales, même quand elles travaillaient à l'extérieur : 19 % des femmes et 9 % des hommes de 20 à 60 ans ont consacré au moins quatre heures par jour en moyenne aux tâches domestiques ; 43 % des mères et 30 % des pères ont passé plus de six heures quotidiennes à s'occuper des enfants

Par ailleurs, selon cette même enquête, à caractéristiques identiques (personnelles, professionnelles, conditions de travail), les femmes se voient plus souvent reprocher par leur entourage un manque de disponibilité lié à leurs horaires de travail, notamment quand elles ont des enfants mineurs. Ce manque de soutien de l'entourage se retrouve également dans l'entrepreneuriat des femmes qui en constitue un des freins.

Le cumul entre la charge mentale d'une mère de famille et celle d'une cheffe d'entreprise peut en effet *a priori* apparaître comme un défi écrasant. L'étude du Conseil économique, social et environnement sur les femmes et l'entrepreneuriat en date du 27 octobre 2020 ne manque pas de le soulever. Ainsi, « *la division sexuée des rôles fait encore reposer sur les femmes l'essentiel des tâches domestiques et parentales. Cette réalité peut entrer en conflit avec la démarche entrepreneuriale, qui implique une forte disponibilité, notamment dans la phase de lancement. [...] De plus, les entrepreneures sont parfois amenées à renoncer, faute de temps, à des activités perçues comme annexes, mais qui sont pourtant essentielles au succès entrepreneurial, comme la constitution d'un réseau et la formation. Les femmes sont confrontées à une répartition inégale du temps de*

² « Femmes et hommes, l'égalité en question », INSEE, rapport publié le 03/03/2022.

travail domestique et des charges parentales. L'entrepreneuriat n'y fait pas exception »³.

En effet, si l'entrepreneuriat peut paraître à certaines comme un moyen de mieux concilier vie professionnelle et vie familiale en raison de la flexibilité d'emploi du temps qu'il procure, la forte charge de travail liée au démarrage entre souvent en conflit avec la gestion de la vie familiale dont elles prennent davantage la responsabilité. Les créatrices franciliennes sont ainsi plus nombreuses que les hommes à se lancer dans l'entrepreneuriat lorsqu'elles n'ont pas ou n'ont plus d'enfant à charge (55% contre 47%). Les créatrices franciliennes sont moins souvent en couple avec enfant(s) que les créateurs (39% contre 49%, respectivement 45% et 52% au niveau national).

Selon une enquête de Bpirance de fin 2021⁴, quand près de la majorité des dirigeants de PME ont un partenaire qui n'occupe pas un poste à temps plein et peut prendre en charge l'intendance familiale, seules 12% des dirigeantes bénéficient de cette situation : 88% d'entre elles (contre 58% des hommes) ont un partenaire occupant un poste à temps plein. Cela explique pourquoi elles sont 39 % (contre 10 % des hommes) à affirmer ne pas pouvoir déléguer l'intendance de leur foyer à leur conjoint.

Même après avoir accédé au poste de dirigeante, les femmes doivent faire face à des défis spécifiques liés à la gestion de leur agenda et au contexte familial, qui peuvent limiter leurs ambitions entrepreneuriales, et in fine le développement de leur entreprise. Plus souvent à la tête de familles monoparentales que les hommes, elles disposent également de plus faibles revenus pour subsister et assumer les charges du quotidien.

Selon cette même enquête, 39 % des dirigeantes de PME-ETI ont déclaré avoir remis en question la manière dont elles dirigeaient leur entreprise à la naissance de leurs enfants, seuls 27 % des hommes se sentaient concernés par la même idée. Les femmes choisissent d'ailleurs de quitter l'entrepreneuriat pour raisons familiales plus fréquemment que les hommes.

Par conséquent, afin de réduire les inégalités d'accès à l'entrepreneuriat et inciter les femmes à entreprendre, il est proposé une aide forfaitaire aux femmes ayant au moins un enfant à charge, inscrites dans un parcours d'accompagnement à la création d'entreprise d'Entrepreneur#Leader. Il s'agit sécuriser le parcours de l'entrepreneuse en allégeant le poids des charges financières, mentales et pratiques qui pèsent sur elles et qui constituent une véritable inégalité par rapport aux hommes.

Des bilans réguliers seront établis, indiquant notamment le nombre d'entrepreneuses d'Entrepreneur#Leader et d'entrepreneuses du Perqo bénéficiaires de l'aide.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE

³ « Femme et entrepreneuriat », étude du Conseil Economique, sociale et Environnement en date du 27 octobre 2020 présentée par Eva Escandon au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité.

⁴ « Chef.fe d'entreprise / Chef.fe de famille », BPIFRANCE LE LAB, novembre 2021.

Sont éligibles les personnes physiques répondant aux critères suivants :

- ☐ Être une femme résidant en Ile-de-France
- ☐ Avoir à charge au moins un enfant de moins de 12 ans ou un enfant en situation de handicap de moins de 18 ans
- ☐ Être dirigeante (gérante, présidente, entrepreneure...) et avoir immatriculé son entreprise
- ☐ Avoir réalisé un accompagnement :
 - sur le Pass 2 Entrepreneur#leader avec un avis favorable du comité d'agrément ou instances similaires (ou sur la phase 2 dans le cadre de l'ancien programme)
 - Ou sur le Pass 3 Entrepreneur#leader et avoir suivi un minimum de 5h d'accompagnement (ou sur la phase 3 dans le cadre de l'ancien programme)
 - Ou à un parcours proposé par l'incubateur régional du PERQO selon les modalités indiquées ci-dessous
- ☐ Avoir recours à un mode onéreux de garde d'enfant, d'activités périscolaires ou de centre de loisirs tel que précisé ci-dessous.

L'aide est attribuée à la **personne physique**.

Une même personne physique ne peut être bénéficiaire qu'une seule fois de l'aide.

MONTANT ET CALCUL DE L'AIDE

Le montant de l'aide est forfaitaire et s'élève à **1000€ sous forme de subvention**, payé en une fois

Le montant est porté à **2000€** pour les femmes ayant à charge au moins un enfant en situation de handicap de moins de 18 ans.

L'aide est octroyée dans les limites du budget alloué au dispositif.

PIECES DEMANDEES

- ☐ Justificatif d'identité de la demandeuse
- ☐ Justificatif de domicile
- ☐ RIB
- ☐ Extrait KBIS ou RNE (ou pour les associations, fiche SIRENE et PV de l'AG avec la liste des dirigeants)
- ☐ Attestations d'inscription à l'un des parcours selon les modalités indiquées ci-dessous :
 - **Entrepreneur#Leader** :
 - Phase 2 : Attestation de réalisation du Pass 2 avec l'avis favorable du comité d'agrément ou instance similaire délivrée par l'opérateur et cosignée par le bénéficiaire.
 - Phase 3 : Attestation de réalisation des 5h d'accompagnement.
 - Dans le cadre de l'ancien programme Phase 2 et Phase 3 : l'attestation spécifique aide aux entrepreneuses délivrée et signée par l'opérateur dans*

un délai maximal d'un an après l'avis favorable du comité pour la Phase 2 et l'entrée dans le parcours pour la Phase 3.

- PERQO : Inscription à un parcours proposé par le PERQO : l'attestation doit être délivrée dans un délai de 12 mois après la date d'entrée dans le parcours.

Le dossier doit être déposé dans un délai maximal de 6 mois après la date de signature de l'attestation de réalisation.

- ☐ Attestation CAF de moins de 3 mois indiquant le nom de l'allocataire et la date de naissance de l'enfant à charge
OU dernier avis d'imposition indiquant le nombre d'enfant mineur à charge
ET livret de famille ou copie intégrale /extrait d'acte de naissance avec filiation de l'enfant
- ☐ Pour les allocataires d'enfants en situation de handicap, notification en cours de validité de la Maison Départementale du Handicap (MDPH) de rattachement attestant de la décision de la CDAPH.
- ☐ Justificatif de recours à un mode onéreux de garde d'enfant ou d'activités périscolaires /centre de loisirs (hors vacances scolaires) quel qu'il soit : assistante maternelle agréée, garde d'enfant à domicile, babysitting, crèche, association, nounou, centre de loisirs ... Sont éligibles les justificatifs émanant de structures dédiées ou spécialisées de la garde d'enfant, d'activités périscolaires ou de centre de loisirs. En cas de recours à un salarié, il sera demandé obligatoirement en complément du justificatif le contrat de travail de la personne employée faisant figurer la nature de l'activité. Le recours à une personne sans contrat de travail, aux travailleurs occasionnels (emploi à domicile pour de courtes durées) n'est pas éligible.

La date du justificatif doit être comprise sur une période de 3 mois avant ou 3 mois après la date de l'attestation d'inscription à Entrepreneur#Leader ou au Perqo.

La Région se réserve le droit de demander toute pièce complémentaire nécessaire à l'instruction du dossier.

Annexe 8 : Avenant au Bulletin de Souscription et à la Side Letter - FPCI Île-de-France Décarbonation

Région Île-de-France

2, rue Simone-Veil,
93400 Saint-Ouen - France

(l'**Investisseur**)

Paris, le [date]2025

Objet : Avenant au Bulletin de Souscription et à la Side Letter conclue en relation avec le FPCI Île-de-France Décarbonation (le **Fonds**)

Mesdames, Messieurs,

Nous faisons référence à la side letter conclue par l'Investisseur et la Société de Gestion le [] (la **Side Letter**) et au bulletin de souscription de l'Investisseur contresigné par la Société de Gestion le [] (le **Bulletin de Souscription**) relatifs à la souscription de l'Investisseur aux Parts du Fonds.

La Société de Gestion et l'Investisseur (ensemble, les **Parties**) sont convenus de conclure un avenant à la Side Letter et au Bulletin de Souscription.

Pour éviter tout doute, les termes des présentes commençant par une majuscule ont le sens qui leur est donné dans la Side Letter ou dans le Bulletin de Souscription, le cas échéant.

Les Parties conviennent, par les présentes, ce qui suit :

1. Avenant à la Side Letter

Les Parties conviennent par les présentes de modifier la clause 4 (*Souscription de la Région*) de la Side Letter en supprimant le texte **barré** ci-dessous et en le remplaçant par le texte **souligné**, de sorte que ladite clause 4 de la Side Letter se lise désormais dans son intégralité comme suit :

« 4. Souscription de la Région

Le Bulletin de Souscription de l'Investisseur mentionnera que sa souscription est conditionnée à la collecte par le Fonds d'un montant minimum d'Engagements de Souscription de cinquante millions (50 000 000) d'Euros dont vingt-cinq millions (25 000 000) d'Euros collectés auprès des

investisseurs « privés ».

*La Société de Gestion confirme que, conformément au Bulletin de Souscription de l'Investisseur, l'Engagement de Souscription de l'Investisseur dans le Fonds pourra être limité afin que la proportion d'investisseurs « privés » dans le Fonds représente à tout moment un pourcentage au moins égal à ~~cinquante pour cent (50%)~~ **trente pour cent (30%)** du Montant Total des Souscriptions, étant précisé qu'à chaque nouvelle souscription par un investisseur « privé », l'Engagement de Souscription de l'Investisseur augmentera automatiquement, dans la limite du montant maximum prévu par le Bulletin de Souscription de l'Investisseur. »*

2. Avenant au Bulletin de Souscription

Les Parties conviennent par les présentes de modifier la clause 3.1 (*Souscription aux Parts de l'Investisseur*) du Bulletin de Souscription en supprimant le texte **barré** ci-dessous et en le remplaçant par le texte **souligné**, de sorte que le second paragraphe de la clause 3.1 du Bulletin de Souscription se lise désormais dans son intégralité comme suit :

*« La Souscription Maximale est réalisée en conformité avec l'exigence de l'Investisseur selon laquelle la part des souscriptions de Parts A du Fonds réalisée par des investisseurs « privés » doit représenter à la date de signature du présent Bulletin de Souscription (le **Closing Initial**), et à tout moment plus de ~~trente pour cent (30%)~~ **cinquante pour cent (50 %)** du Montant Total des Souscriptions existant lors de la Date de Constitution puis des closing ultérieurs (le **Ratio**), étant précisé que la Souscription Initiale (ci-après définie) et, le cas échéant, toute Souscription Complémentaire (ci-après définie) sont incluses dans le Montant Total des Souscriptions. »*

3. Maintien en vigueur

Sous réserve des modifications expresses apportées par le présent avenant, les dispositions de la Side Letter et du Bulletin de Souscription, demeurent pleinement en vigueur. À compter de la date de signature du présent avenant, la Side Letter et le Bulletin de Souscription seront lus et interprétés comme modifiés et refondus conformément au présent avenant.

Toutes les dispositions pertinentes de la Side Letter et du Bulletin de Souscription s'appliquent *mutatis mutandis* au présent avenant.

4. Signature électronique

Par accord exprès, la Société de Gestion et l'Investisseur conviennent de signer le présent avenant par voie électronique, conformément aux dispositions des articles 1366 et suivants du Code civil français. La Société de Gestion et l'Investisseur reconnaissent et acceptent, en signant le présent avenant, que (i) ce procédé de signature permet d'identifier dûment les parties signataires et garantit l'intégrité de l'établissement et de la conservation du présent avenant conformément à l'article 1366 du Code civil, et constitue un procédé fiable

d'identification au sens de l'article 1367 du Code civil, conformément aux dispositions du Règlement (UE) n° 910/2014 relatif à l'identification électronique et aux services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (Règlement eIDAS), et que (ii) cette signature électronique a la même valeur qu'une signature manuscrite et confère ainsi date certaine, dans les mêmes conditions qu'une signature manuscrite, au présent avenant.

* * * *

Si vous êtes d'accord avec ce qui précède, veuillez contresigner l'exemplaire ci-joint du présent avenant et nous le retourner.

Sincèrement,

IEFFEL INVESTMENT GROUP

Représentée par :

Nom : []

Fonction : []

Lu et approuvé :

REGION ILE-DE-FRANCE

Représentée par :

Nom : []

Fonction : []